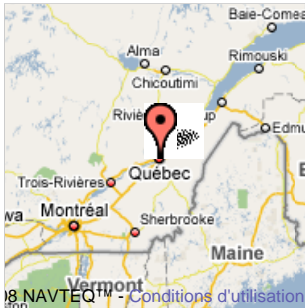


## LA PRESSE CANADIENNE

### Plus d'articles

Le PQ lance un avertissement  
Radio-Canada - Il y a 14 heures

[Tous les articles »](#)



## Surpopulation carcérale: Jacques Dupuis perd le contrôle, dit le PQ

Il y a 20 heures

QUEBEC — Le crime organisé serait en voie de prendre le contrôle des prisons du Québec.

C'est le signal d'alarme lancé par le Parti québécois qui demande au ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, d'intervenir de toute urgence.

Le porte-parole péquiste en matière de sécurité publique, Jacques Côté, reproche au gouvernement Charest de se tourner les pouces en attendant la construction de nouveaux centres de détention, pendant que la situation se dégrade dramatiquement dans les prisons surpeuplées.

"On parle de promiscuité, de prisons insalubres, de vente de drogue et de risques pour la sécurité des gardiens, bref, ça va très mal. Si le ministre n'agit pas de façon musclée d'ici à l'automne, il fera face à une situation incontrôlable", a dit le député de Dubuc dans une entrevue diffusée dimanche au service radio de La Presse Canadienne, ajoutant que le crime organisé tire profit "du vide laissé par le gouvernement".

Le président du Syndicat des agents de la paix en services correctionnels, Stéphane Lemaire, corrobore les dires du député péquiste, disant même appréhender que surviennent des drames.

"On vit le chaos présentement. C'est en train de craquer, nous n'avons jamais vécu une surpopulation aussi dense", a-t-il indiqué, admettant que le trafic de stupéfiants se fait plus facilement dans la prison de Bordeaux que dans la rue.

"C'est un commerce très payant. La drogue se vend trois fois plus cher à l'intérieur des murs et, dans un contexte de surpopulation, le contrôle est impossible", a ajouté M. Lemaire.

En février, le ministère de la Sécurité publique a annoncé que des installations modulaires temporaires seraient ajoutées cet automne aux prisons de Québec, Amos, Trois-Rivières et Sherbrooke, afin de créer 324 places supplémentaires de détention, en attendant la construction de cinq prisons neuves d'ici cinq ans.

"C'est comme mettre un diachylon sur une plaie béante", a dit le président du syndicat, qui affirme que ses membres sont déjà "au bout du rouleau".

Dans son rapport publié en mai dernier, la protectrice du citoyen, Raymonde Saint-Germain, signalait d'ailleurs que "les places annoncées ne permettront vraisemblablement pas de combler les besoins actuels".

Alors que la capacité d'accueil des 17 prisons du Québec est de 3721 détenus, la moyenne de personnes présentes était de 4200 en 2006-2007.

Par exemple, la capacité d'accueil du centre de détention de Chicoutimi est de 45, alors qu'on y trouve souvent plus de 80 détenus.

La protectrice du citoyen avait aussi reproché à M. Dupuis de ne pas avoir encore présenté de plan d'action pour la réinsertion sociale des personnes incarcérées, en l'enjoignant de le faire d'ici à décembre.

"La réhabilitation, on est loin de ça, même si ça fait partie de notre mandat. On en a plein nos bottes juste à tenter d'assurer notre propre sécurité", a lancé Stéphane Lemaire, selon qui il faudrait des installations mieux adaptées à l'actuelle population carcérale et l'embauche de 300 à 400 agents correctionnels supplémentaires.

Le député péquiste Jacques Côté soutient que si M. Dupuis ne donne pas un sérieux coup de barre d'ici l'automne, le premier ministre Jean Charest devra songer à lui retirer ses fonctions.

"S'il n'est pas capable de faire sa job, qu'on lui enlève des dossiers, parce que là, ça ne fonctionne pas et la situation est très inquiétante", a-t-il conclu.

Hébergé par Google

Copyright © 2008 La Presse Canadienne. Tous droits réservés.